

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



86/30

Notes pour une allocution  
du Très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'Etat aux Affaires  
extérieures, au Centre des  
études internationales de  
l'Université de Toronto

TORONTO

Le 22 mai 1986

Je suis très heureux d'être ici avec vous ce soir.

Je ne peux imaginer un cadre plus approprié pour discuter des institutions internationales et de leur signification pour le Canada. Quelques-unes des meilleures réflexions sur le multiculturalisme ont pris naissance dans ce Centre. Au fil des ans, l'université de Toronto a envoyé à Ottawa de nombreux hommes et femmes dont les compétences ont aidé à formuler et à appliquer la politique étrangère du Canada. Vous avez également prêté votre expertise et votre personnel à ces mêmes institutions internationales dont nous parlerons ce soir. Je souhaite que la collaboration entre le Centre et le gouvernement du Canada continue d'être profitable pendant de nombreuses autres années encore.

Au cours de la dernière décennie ou à peu près, nous avons dû faire face à une double récession, économique et politique. La reprise économique actuelle peut facilement nous faire oublier que ces dernières années n'étaient pas roses. Les grandes tensions économiques des années 1970 - le choc pétrolier, la vague inflationniste - ont été suivies par la pire récession depuis les années 1930. Le monde était aux prises avec un taux de chômage très élevé, de graves problèmes d'ajustements structurels, d'énormes déficits et le protectionnisme. La crise était tellement grave qu'à un moment tout le système mondial des échanges et des paiements semblait en danger. Le tiers monde ne pouvait plus rembourser ses dettes, et le dialogue Nord-Sud était en butte à des obstacles insurmontables.

Le pire est passé. Mais nous sommes devenus plus sensibles au phénomène des changements rapides, plus conscients de la complexité des grandes questions économiques et des impératifs de la coopération.

Nous avons également survécu à ce qui a été à mon avis une grave récession politique. La politique de détente a fait place à une période de tensions considérables, et on semblait être sur le point d'assister à une intensification majeure de la course aux armements. Les conflits régionaux couvaient ou faisaient rage.

Mais le bon sens l'a emporté et les superpuissances se sont arrêtées au bord de l'abîme. Fortement encouragés par leurs alliés, les États-Unis ont proposé de dialoguer, et le camp soviétique, sous la direction d'un nouveau chef, a finalement répondu à l'invitation. Il faut maintenir ce dialogue.

Cette décennie chaotique a eu des effets marquants sur la manière dont nous voyons et utilisons les institutions internationales. Les vieilles institutions ployaient sous le fardeau des demandes et des beaux discours. De nouveaux groupes ont vu le jour. Certains Canadiens se sont demandé si ce pays ou les institutions que nous avons aidé à créer après la guerre comptaient encore pour beaucoup dans un monde moderne.

Cette période de doute est maintenant chose du passé. À mon avis, nos intérêts et notre influence sont de nature globale et notre diplomatie est parmi l'une des plus modernes et des plus créatrices au monde. Nous avons appris que le véritable art de gérer nos relations internationales consiste à répartir adroitement nos ressources en utilisant toutes les voies qui s'offrent à nous - multilatérales, plurilatérales, bilatérales. L'enjeu est de taille, et il importe de mener à bien notre entreprise.

Dans le monde actuel, nous devons être prêts - à titre de puissance notable - à établir avec les autres pays des relations de travail harmonieuses, axées sur des questions spécifiques. Nous devons miser sur nos multiples relations politiques pour former des alliances dans la poursuite d'une cause commune lorsque le besoin se fait sentir. Cela signifie que nous devons concentrer nos efforts sur les organismes les plus appropriés et nous montrer très explicites au sujet de notre programme d'action. Peut-être que l'originalité du "nouvel internationalisme" réside en partie dans l'obligation nouvelle de prendre des initiatives multiples et très sélectives et de recourir à des coalitions dans un enchevêtrement de plus en plus complexe d'institutions.

Nous avons misé spécialement sur les forums les plus restreints dont nous sommes membres. C'est dans le cadre de ces forums qu'ont été déployés ces dernières années certains des efforts les plus ingénieux qui ont mené à la création et à la remise sur pied d'institutions. Pour participer à ce processus, nous avons utilisé au maximum le remarquable réseau de relations que l'histoire nous a données. Aucun autre pays au monde n'est membre de tous les

forums restreints suivants: le Sommet, l'OCDE, le Groupe des 7, la Commission quadrilatérale, l'OTAN, le Commonwealth et la Francophonie. Aucune autre grande puissance n'a une présence aussi active dans autant d'institutions.

Ce soir j'aimerais vous parler de deux de ces institutions : le Commonwealth et le Sommet économique. Ma propre expérience du Commonwealth date de 1979, à Lusaka. Trois réunions internationales avaient lieu cet été là - le premier Sommet économique de Tokyo, la Conférence du Commonwealth à Lusaka et la réunion des pays neutres et non alignés à La Havane. De nombreux pays ont participé à deux de ces réunions, mais aucun n'a participé aux trois. Les réunions de Tokyo et de La Havane ont adopté des approches sensiblement différentes à l'égard de la question du développement. Ce qui m'a frappé à Lusaka, c'est que les pays qui, de loin, avaient des opinions divergentes, ont au cours de la conférence du Commonwealth travaillé - au sens littéral du terme - à changer le monde. C'est à ce moment qu'on est parvenu à un accord sur le Zimbabwe - et qu'une série d'ententes de moindre importance ont réconcilié différentes nations. Je citerai pour exemples le programme de gestion au service du changement et le service du développement industriel.

Par la force des choses, les gouvernements progressistes conservateurs ne possèdent pas une grande expérience des affaires internationales. C'est peut-être pourquoi nous prenons plus au sérieux ce que nous avons appris. Nous sommes arrivés au pouvoir, en 1984, en pensant que le Commonwealth était davantage qu'un ensemble hétéroclite de vieilles traditions et d'anciennes colonies. Dans notre optique, le Commonwealth est une coalition moderne ayant des racines politiques profondes dont il faudrait tirer le maximum.

Les attaques désespérées menées par l'Afrique du Sud contre ses voisins du Commonwealth jettent un voile sur le travail du Groupe des Sages. Mais cela ne doit pas masquer le fait que ce groupe hétérogène - composé entre autres d'un chef africain de la tribu nigérienne de Yoruba, d'un archevêque anglican, d'un ancien chancelier conservateur - est maintenant reconnu partout dans le monde comme le groupe le plus susceptible d'amener de profonds changements en Afrique du Sud. On a souvent dit que le Groupe des Sages est né d'un compromis. Il en va ainsi de la plupart des entreprises qui connaissent le succès. Ce que l'on dit moins souvent par contre, c'est que ce groupe est né d'une manifestation de bonne volonté, après de sincères discussions entre des pays foncièrement divisés sur la meilleure manière de lutter contre l'apartheid.

Des opinions bien arrêtées sur l'apartheid, il s'en trouve partout, à Pretoria comme à Ottawa. Il est beaucoup plus rare cependant de trouver un instrument qui offre des perspectives concrètes de changements. Dans le cas du Zimbabwe, l'action du Commonwealth a été remarquable. Le Commonwealth remportait un certain succès en Afrique du Sud - peut-être trop aux yeux de Pretoria. Quelles que soient les prochaines étapes de la lutte contre l'apartheid, il est maintenant clair que le Commonwealth est une institution bien rodée, une institution au sein de laquelle le Canada, s'il le désire, peut exercer une influence exceptionnelle.

Le Sommet économique a trouvé sa justification au cours de la dernière décennie. Je ne saurais trop insister sur l'importance de cette institution. Elle est le symbole clé de l'unité des démocraties industrielles et un stimulant essentiel de la consultation et de la concertation des principaux pays industriels. Le Sommet a joué un rôle important dans la coordination macro-économique et la politique énergétique, et a tenu le protectionnisme à distance pendant les jours sombres de la récession. Le Sommet a une portée qui dépasse largement les questions économiques. En effet, il embrasse une vaste gamme de questions politiques, et des approches communes ont été adoptées avec une surprenante fréquence.

Il est très significatif que le Japon participe au Sommet, qui est pratiquement le seul groupe restreint où le leader japonais peut rencontrer ses principaux homologues occidentaux.

Le Sommet de Tokyo a une fois de plus produit des résultats concrets - la Déclaration sur le terrorisme témoigne de la détermination des sept à lutter contre ce qui est devenu un fléau international, par une intensification de la coopération internationale.

Je suis très encouragé par les évaluations économiques positives du Sommet - par exemple en ce qui a trait à la marge de manoeuvre permettant une réduction supplémentaire des taux d'intérêt et aux perspectives d'une plus grande croissance. À Tokyo, nous avons obtenu la formation d'un nouveau groupe qui comprendra sept ministres des Finances, dont celui du Canada. Cet organisme nous permettra de participer de manière plus affirmative aux décisions qui façonnent le système économique international et influent sur nos intérêts. Fini le temps où le Canada était exclu des réunions de l'hôtel Plaza.

À Tokyo, pour la première fois, le Sommet était confronté au paradoxe qui consiste à promouvoir la libéralisation du commerce tout en subventionnant massivement l'agriculture. Le Premier ministre et six ministres ont rencontré les agriculteurs de l'Ouest trois jours avant le Sommet. À Tokyo, nous avons clairement fait valoir qu'une guerre commerciale agricole mettrait en danger nos intérêts vitaux.

Le Sommet de Tokyo a donné un second élan à la tenue d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Le Canada veut que celles-ci débutent en septembre. Permettez-moi de souligner l'importance de cette exercice multilatéral d'envergure. Non seulement nous donnera-t-il l'occasion de nous opposer fermement au protectionnisme, mais il nous permettra également de le faire reculer. Nous devons profiter de la reprise actuelle pour renforcer le système commercial et faire en sorte qu'il profite à une majorité plutôt qu'à une minorité de pays.

Le Sommet joue donc un rôle catalyseur, mais il appuie aussi des institutions de participation plus générale comme l'OCDE, le GATT et le FMI.

D'autres récentes initiatives plurilatérales sont dignes de mention. Le Canada a joué un rôle important au premier Sommet de la Francophonie tenu cette année, un jalon dans le développement d'une organisation qui commence seulement à réaliser son énorme potentiel. Ce Sommet est en train de devenir un véritable sommet plurilatéral, revitalisé par la force et les talents diplomatiques de ses États membres.

Nous avons assisté également ces dernières années à l'éclosion d'initiatives et de forums régionaux: coopération économique dans le Pacifique et Conseil économique du bassin du Pacifique, auxquels nous participons; l'ASEAN et le Groupe de Contadora, que nous appuyons fortement; et l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale, que nous encourageons de notre mieux.

Deux éléments sont à retenir au sujet de ces organismes ou initiatives. Premièrement, on constate qu'un nombre limité de nations essaient de faire face à des préoccupations communes. Naturellement, l'affiliation n'est pas universelle; elle est plutôt déterminée par la tâche commune à accomplir, par une problématique régionale ou par un niveau de développement. Deuxièmement, le Canada est intéressé au plus haut point à ces nouveaux forums internationaux, soit qu'il y participe soit qu'il les appuie.

Cela est évidemment tout à fait conforme à l'engagement du Canada à l'égard du principe universaliste enchâssé dans la charte des Nations Unies. Le gouvernement a clairement expliqué dans son premier discours du trône que le multilatéralisme demeure la pierre angulaire de nos relations extérieures. Les critiques sévères formulées à l'endroit des Nations Unies - à la fois à l'Assemblée générale et au sein des institutions spécialisées - ont provoqué ce que le Secrétaire général a décrit comme une crise du multilatéralisme. Heureusement, la plupart des nations membres sont convaincues que l'ONU demeure un organisme essentiel, même s'il a grandement besoin de faire un examen de conscience et de se renouveler. Concernant l'UNESCO, trois options s'offraient aux membres: se retirer, accepter le statu quo ou exiger une réforme. La plupart ont choisi la troisième option.

Le Canada a délibérément choisi cette option, pour montrer qu'il compte être au premier rang des nations qui appuient la réforme des Nations Unies.

L'OTAN est un exemple d'une institution établie de longue date qui a remarquablement bien survécu à la dernière décennie. Durant cette période, l'Alliance a dû faire face à de graves problèmes. Les Alliés étaient divisés quant à l'approche à adopter vis-à-vis de l'Afghanistan et de la Pologne, et leurs opinions divergeaient sur la position à prendre face aux stratagèmes soviétiques au sujet du contrôle des armements et face au terrorisme. L'Alliance a tenu bon et ces défis ont eu sur elle un effet tonique. Les membres ont de plus en plus reconnu que les divergences d'opinions devaient faire l'objet de discussions franches. À défaut de telles discussions, il aurait fallu se résigner à esquiver les questions clés, ce qui était tout simplement exclu. La réunion ministérielle d'Halifax sera axée sur ce besoin réel de consultation plutôt que sur la nécessité d'émettre un communiqué.

Je conclus de tout ceci que nos institutions internationales bien établies ne se sont pas contentées de survivre à la turbulence de la dernière décennie; elles ont en fait apporté une contribution essentielle à la gestion des grandes questions.

Cette évolution est importante pour la stabilité et la compréhension dans le monde, et elle éclaire un aspect important de la politique canadienne. Citoyens d'un pays immense et riche qui acquièrent de plus en plus de maturité et d'assurance, les Canadiens pourraient naturellement avoir à eux seuls une modeste influence. Mais voilà: nous ne sommes pas seuls. Pour le Canada, il s'agit là d'une vérité

fondamentale. Sur le plan intérieur, nous sommes enfin parvenus à établir un sentiment de communauté nationale qui tire sa force des disparités de nos divers éléments constitutifs. Ce respect des autres - ce sentiment d'appartenance à une communauté mondiale - explique en bonne partie l'excellence qui caractérise depuis toujours notre politique étrangère. Il est également au coeur de cette politique d'identité canadienne qui nous est chère et sur laquelle se penchent avidement tous nos analystes.

Je vais vous confier un secret. Nous vivons aux côtés d'une superpuissance dynamique. La majorité de sa population s'exprime à quelques variantes près dans l'une de nos langues. La plupart de ses citoyens, tout habillés de leur fierté nationale, n'ont guère le temps de penser à nous. Le fait est que les Américains et les Canadiens ont les mêmes opinions sur un grand nombre de questions fondamentales. Mais sur certains points qui importent le plus pour nous, nous avons fort bien réussi à exposer et à soutenir nos divergences d'opinion.

C'est ainsi que nous avons une approche différente du développement international, du progrès en Amérique centrale, du gouvernement de l'Éthiopie, et bien sûr, de l'Afrique du Sud. Mais surtout, nous nous distinguons par notre conception différente vis-à-vis de la coopération et des organismes internationaux. Il se peut que des puissances comme le Canada n'aient d'autre choix que de se servir de la tribune des organisations internationales pour exercer leur influence. Ou encore que ce besoin d'en arriver à un consensus constitue au bout du compte un élément fondamental du caractère canadien. Quoi qu'il en soit, le Canada s'est donné pour mission de favoriser l'harmonie dans le monde. Et cette mission est d'autant plus essentielle aujourd'hui.

Mais nous avons toute latitude pour réévaluer la situation et faire preuve de créativité dans l'établissement des priorités et dans l'approche à adopter vis-à-vis des institutions clés, des relations et des problèmes. Dans les jours qui viennent, le Comité spécial mixte chargé des relations internationales, créé il y a un an, présentera son rapport. J'ai certes hâte de prendre connaissance des questions d'intérêt public que soulèvera le Comité, ainsi que de son analyse et de ses recommandations. Nous sommes sur le point d'apprendre, par ce processus consultatif unique, ce que l'internationalisme signifie réellement pour les Canadiens.

Pour terminer, laissez-moi féliciter le Centre d'avoir choisi le "nouvel internationalisme" comme thème de sa conférence. Vos débats auront pour nous le plus grand intérêt, car nous nous préparons à accueillir au Canada en 1987-1988, trois des plus importants sommets: la Francophonie, le Commonwealth et le Sommet économique.